



En 1945, le minéralogiste français Jean Orcel (ici en 1947 au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris) découvrit au Maroc un minéral contenant de l'uranium. Il encouragea alors le programme atomique français à lancer une prospection dans la région.

compteurs Geiger avaient été distribués à ses ambassades et consulats du monde entier. Pierre angulaire du dispositif, l'ambassade américaine à Paris était devenue une station de transit pour les minerais. Elle recueillait les échantillons provenant de l'ancien programme allemand de guerre et rapportés de missions menées en France, en Europe occidentale et ailleurs. Ceux qui se révélaient hautement radioactifs traversaient l'Atlantique et atterrissaient au laboratoire de l'AEC, à New Brunswick, dans le New Jersey.

Décidés à maîtriser les flux mondiaux d'uranium, les États-Unis étaient prêts à contrer les ambitions de tout programme d'approvisionnement rival, même d'un pays ami comme la France. En 1950, nanti d'un petit stock d'uranium d'avant-guerre et de gisements prometteurs découverts dans le centre de la France, le CEA s'apprêtait à signer un accord avec la Norvège pour lui fournir de l'uranium. Ce contrat aurait permis aux Français d'accéder aux réserves d'eau lourde de la Norvège (richement dotée en hydroélectricité, la

Norvège était l'unique pays capable de produire de l'eau lourde en grosses quantités) et aurait posé la France en acteur atomique international. Mais les responsables américains eurent vent de l'accord et intervinrent. Ils convinquirent leurs homologues britanniques d'offrir aux Norvégiens un stock d'uranium venant des Pays-Bas et maintinrent ainsi les Français à l'écart de l'accord.

UN MINÉRAI JAUNE VERDÂTRE AU MAROC

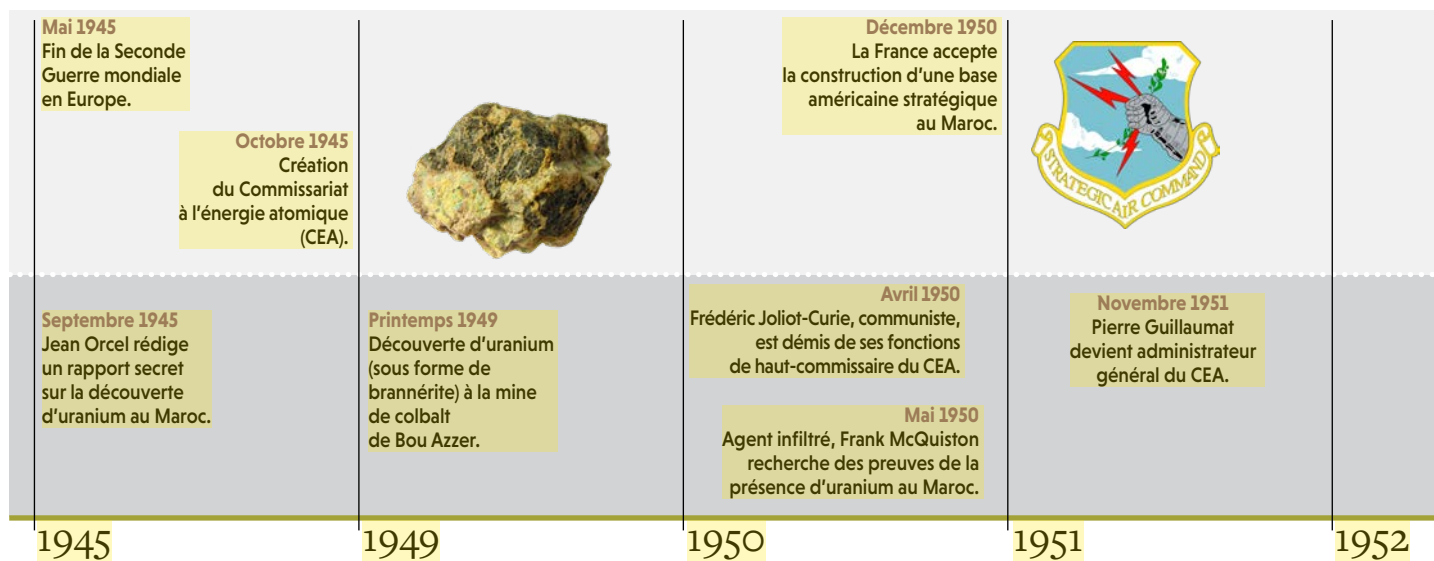
C'est Jean Orcel, un éminent minéralogiste du Muséum national d'histoire naturelle et principal consultant du CEA sur l'uranium, qui fut à l'origine de la décision française d'envoyer des prospecteurs au Maroc. Orcel connaissait bien le pays. En septembre 1945, il avait déposé à l'Académie des sciences un pli cacheté dans lequel il rapportait avoir découvert «un minéral jaune verdâtre, évoquant immédiatement l'idée d'un sel possible d'uranium» dans un lieu non spécifié du Maroc. Il n'en fallait pas plus pour lancer le CEA, tout juste créé, sur la piste de l'uranium marocain.

Mais une spécificité administrative allait entraver cette entreprise. Le traité de Fez de 1912 avait fait du pays un protectorat que la France traitait comme une colonie. Toutefois, techniquement, le sultan du Maroc dirigeait un État souverain. Cette semi-autonomie, que Mohammed V cultivait avec soin depuis la Seconde Guerre mondiale, suffisait à empêcher le CEA de s'arroger automatiquement le droit sur l'uranium marocain, comme dans les colonies françaises. Dans le protectorat marocain, l'uranium tombait dans la catégorie des métaux communs. Sur le plan juridique, la ressource la plus stratégique au monde relevait donc du commerce des biens ordinaires. En outre, le CEA était à court de financement : au cours des années 1940, il ne put envoyer qu'un seul géologue explorer le sous-sol marocain.

L'incapacité du CEA à exploiter la piste marocaine devint patente fin 1948, lorsque la compagnie minière de Bou Azzer, aidée des services miniers du protectorat, détecta des traces d'uranium dans une mine de cobalt située dans la chaîne de l'Anti-Atlas (*voir la carte page ci-contre*). Peu de temps après, des lentilles de pechblende furent trouvées dans la mine de molybdène d'Azegour, au sud-ouest de Marrakech. Le CEA envoya alors des renforts, espérant réunir assez d'agents pour explorer le pays entier.

Les États-Unis apprirent la découverte de Bou Azzer grâce à un géologue membre de l'Administration de la coopération économique – le bras administratif du plan Marshall. Discrètement, l'AEC envoya l'un de ses hommes à la pêche aux informations : Frank McQuiston Jr, un expert en métaux alors directeur adjoint

Les États-Unis étaient prêts à contrer les ambitions d'un pays ami comme la France



> de la division des matières premières de l'AEC et consultant pour la Newmont Mining Corp. McQuiston avait vu la mine de Shinkolobwe, au Congo belge, et les gisements d'or du Witwatersrand, en Afrique du Sud, qui renfermaient de l'uranium. Il se rendit au Maroc sous prétexte de visiter la mine de zinc de Newmont, dans l'est du pays. Il confirma la présence de traces d'uranium dans les mines de cobalt et de molybdène, ainsi que dans les vastes gisements de phosphates de Khouribga. Il entendit aussi des rumeurs sur la présence d'uranium ailleurs dans le protectorat.

En 1951, de nouveaux rapports sur l'uranium marocain convainquirent l'AEC et le ministère américain des Affaires étrangères qu'il était temps d'avancer leurs pions au Maroc. Mais comment? La situation diplomatique était sensible. Non seulement la France avait déjà ses propres prospecteurs sur le terrain, mais le protectorat français revêtait une place grandissante dans la stratégie de guerre froide des États-Unis. En effet, un accord franco-américain signé en décembre 1950 autorisait l'US Air

Force à construire sur le sol marocain des bases stratégiques pour ses bombardiers, ce qui avait considérablement augmenté la présence militaire américaine dans la région.

Mais les États-Unis ne s'estimaient pas pour autant en terrain conquis. Depuis le déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950, le maintien des alliances américaines avec l'Europe était devenu une priorité diplomatique. Les États-Unis avaient besoin de conserver la France comme alliée et la fragile IV^e République (elle connut 21 gouvernements de 1946 à 1958) était une source constante de préoccupation. Washington voulait à tout prix éviter de déstabiliser la politique française, tiraillée entre la droite gaulliste et la gauche communiste. Envoyer des scientifiques américains à la recherche d'une ressource stratégique à l'intérieur même d'un protectorat français serait pris comme un affront par les deux bords.

DES NÉGOCIATIONS SECRÈTES

Dans ce contexte, les États-Unis accueillirent comme une bonne nouvelle le remplacement de la tête pensante scientifique du CEA. Au communiste Frédéric Joliot-Curie succéda le politiquement modéré Francis Perrin (*voir la photo page 70*). Perrin et l'administrateur général du CEA, Pierre Guillaumat, clamèrent aussitôt leur intention de développer la production française d'uranium. Les Américains virent dans cette annonce une chance de coopérer à ne pas rater.

Le 11 février 1952, l'ambassadeur des États-Unis à Paris approcha le Premier ministre français pour ouvrir des négociations secrètes en vue d'un accord sur la recherche d'uranium au Maroc. Pourquoi entourer les pourparlers de tant de mystère? D'une part afin d'éviter que les forces politiques françaises, les gaullistes et les communistes en particulier, ne se mêlent aux

Il confirma la présence de traces d'uranium dans les mines de cobalt et de molybdène